

CRISE DE LA BANANE OU CRISE DE L'AGRICULTURE COLONIALE

La Martinique connaît sa énième crise de la banane. Une fois de plus ce sont les ouvriers de la banane qui trinquent.

Sur plusieurs habitations (comme à Grand Réduit », à « Château Gaillard » ou à « Desgazon ») les salaires dus ne sont pas versés. Il faut que ces travailleurs entrent en grève, érigent des barrages pour que l'on daigne les rencontrer.

D'autres habitations changent de propriétaire, d'autres sont mises en liquidation judiciaire toujours avec des conséquences désastreuses pour les ouvriers.

Comme à leurs habitudes les gros planteurs pleurnichent pour empêcher des subventions. Comme d'habitude, ils toucheront des subventions qu'on leur servira « pour sauver la banane » mais qui, en grande partie iront à des investissements plus spéculatifs.

Et après ils recommenceront comme d'habitude...

Qu'en est-il en réalité de cette « crise » de la banane ?

A croire les békés la crise de la banane aurait pour cause les salaires trop élevés qui feraient de la banane de chez nous l'une des plus chères du monde. La situation de la banane est, de ce fait la conséquence de plusieurs facteurs :

1) L'application des règles du capitalisme avec corollaire l'exploitation forcée des travailleurs des pays dits du tiers monde. Cette exploitation forcée des travailleurs

et même des enfants permet de sortir des productions à moindre coût avec de super bénéfices pour les capitalistes.

2) L'inexistence de « marché protégé » pour la banane. Une fois de plus la preuve est faite que les partisans de l'intégration forcée de notre pays à la France et à l'Europe ont trompé les Martiniquais. Les règles du commerce international dictées par le grand capital interdisent en effet la protection de marché comme cela a pu se faire dans le passé. Permettre l'entrée sur le marché européen de banane dont les coûts de production sont différents c'est inévitablement tuer toutes les productions dont le coût de revient s'avère plus important.

De plus le régime des « aides » à la production se trouve lui aussi soumis au contrôle de plus en plus strict des règles du commerce mondial.

Contrairement aux promesses des politiciens qui avaient présenté l'Europe comme un Eldorado la banane est mise à mal du fait même de cette intégration forcée.

3) Les tenants du colonialisme ont imposé une agriculture coloniale à notre pays. Cette agriculture coloniale est caractérisée par la monoculture d'exportation. Aujourd'hui c'est la banane comme hier c'était la canne. L'agriculture n'est pas tournée vers la satisfaction des besoins du pays mais dépend essentielle-

ment des intérêts spéculatifs des maîtres de la terre martiniquaise que sont encore les békés.

Ne pleurnichons pas avec ces derniers pour quémander des subventions.

Posons le vrai problème : celui de l'agriculture martiniquaise. Quelle agriculture pour la Martinique ?

Une agriculture qui ne sert pas les besoins alimentaires du pays ou une agriculture qui sert les intérêts d'un petit groupe de nantis ? Nous croyons que l'agriculture martiniquaise doit servir à réduire notre dépendance alimentaire. Dans notre pays où plus d'un million de repas sont consommés par jour il y a de quoi développer une agriculture diversifiée servant de base à une véritable industrie agro alimentaire.

Lutter contre la monoculture d'un produit d'exportation, pour la diversification de l'agriculture c'est aussi lutter contre l'intégration forcée de notre pays à la France et à l'Europe, pour la récupération de la terre martiniquaise, pour la pleine souveraineté et l'indépendance de notre pays.

LA REFORME AGRAIRE

Une exigence Démocratique

Une politique agricole
contraire à l'intérêt de
notre peuple

Personne ne peut nier que l'ensemble du secteur agricole se trouve dans une impasse. La banane ne se vend plus, la canne n'est pas produite en quantité suffisante, l'ananas est en crise, le sol pollué interdit les plantations vivrières saines, la pollution de l'eau par les pesticides rend les produits des rivières et de nos côtes impropres à la consommation...

Cette situation est le résultat d'un processus qui ne date pas d'aujourd'hui.

Il est pratiquement admis par toutes les personnes de bonne foi, que la prépondérance de l'agriculture banane-canne-ananas a appauvri considérablement notre sol et que pour y remédier, les békés ont utilisé massivement les engrais, les pesticides.. Là où il suffisait de diversifier et de faire des plantations plus adaptées à nos sols et à nos besoins, ils ont introduit toutes sortes de produits hautement toxiques pour notre santé. Aujourd'hui personne ne peut dire quel est l'étendue réel des dégâts. Les manipulations, les mensonges, l'ignorance, la mauvaise foi des « décideurs » français et békés ont créé une situation catastrophique. On ne sait presque rien sur les types de produits, leurs conséquences dans le temps tant au niveau de l'environnement qu'au niveau des gens. Il a fallu que des patates douces soient interceptées en France et déclarées impropres à la consommation pour

que les autorités française s'inquiètent. Tant que c'était les hommes et femmes martiniquais qui étaient victimes, nos protestations ont été vaines.

Le monopole béké

La grande majorité des terres agricoles est aux mains des békés. Tous les maux évoqués plus hauts découlent de choix justement décidés par les békés et l'état français depuis des décennies. Ceux là même qui exploitent férocement les ouvriers agricoles et maintiennent les petits planteurs dans une situation de dépendance vis à vis des groupements bananiers qu'ils contrôlent. Non seulement ils dictent leur politique mais ce sont en plus les grands bénéficiaire des aides des collectivités locales, françaises et européennes (c'est à dire nos impôts), aides qu'ils investissent non pas dans l'agriculture mais dans l'import-export ou dans des secteurs plus juteux économiquement.

Il faut une autre politique agricole

Nous devons rompre radicalement avec ces pratiques. Vouloir faire une autre politique agricole, plus favorable à la santé du peuple martiniquais, où nos jeunes pourront cultiver la terre, exige de remettre en cause ce quasi monopole. Nous ne pouvons aller vers l'autosuffisance alimentaire et décider ce que nous devons produire sans remettre en cause la main mise des békés sur les terres martiniquaises.

Il faut une autre politique agricole avec un objectif clair. Aller vers l'autosuffisance alimentaire en diversifiant nos cultures. Il n'est pas normal que nous importions toutes sortes de choses qui peuvent être produites ici même pour satisfaire l'industrie local (conserves, fruits, légumes).

La réforme agraire

Il faut que les terres soient redistribuées notamment aux petits agriculteurs à travers une réforme radicale c'est à dire une réforme agraire. Il est arrivé, dans les années 1960 que l'état français, face à la montée des luttes des ouvriers en réponse à la fermeture des usines sucrières, parle de réforme agraire. En réalité, il s'agissait de liquider la lutte en faisant semblant de parler de réforme agraire pour faire une réformette appelée réforme foncière qui ne fera que consolider le monopole béké. En vendant quelques lopins de terres dans les plaines du Lamentin, on créait une petite paysannerie dont les revendications vont différer alors de celles des ouvriers.

Quelques axes d'une réforme agraire

Il ne s'agit pas de solutions miracles qu'il faut appliquer mécaniquement mais bien de propositions, inspirées de notre propre histoire et de l'expérience d'autres peuples comme celui de Cuba au début de sa révolution.

□□ Institution d'une taille maximum

de terre qu'un individu puisse posséder et donc procéder à une expropriation de la partie en excédent.

□□ Répartition des terres expropriées et de celles « appartenant » actuellement à l'état français entre les agriculteurs et les ouvriers. Il ne s'agira pas de créer de nouveaux propriétaires mais de mettre la terre à la disposition de ceux qui la travaillent.

□□ Création de coopératives où les moyens seront mis à la disposition de agriculteurs adhérents (machines outils, études, semences...)

□□ Création d'un pôle de recherche pour le développement de notre agriculture contrairement à ce qui se fait et qui contribue largement à piller nos richesses. Il s'agira aussi de faire un bilan transparent et exhaustif de tous les produits utilisés et de leurs conséquences sur l'environnement, sur les hommes et les femmes.

Pas de réforme agraire sans décolonisation

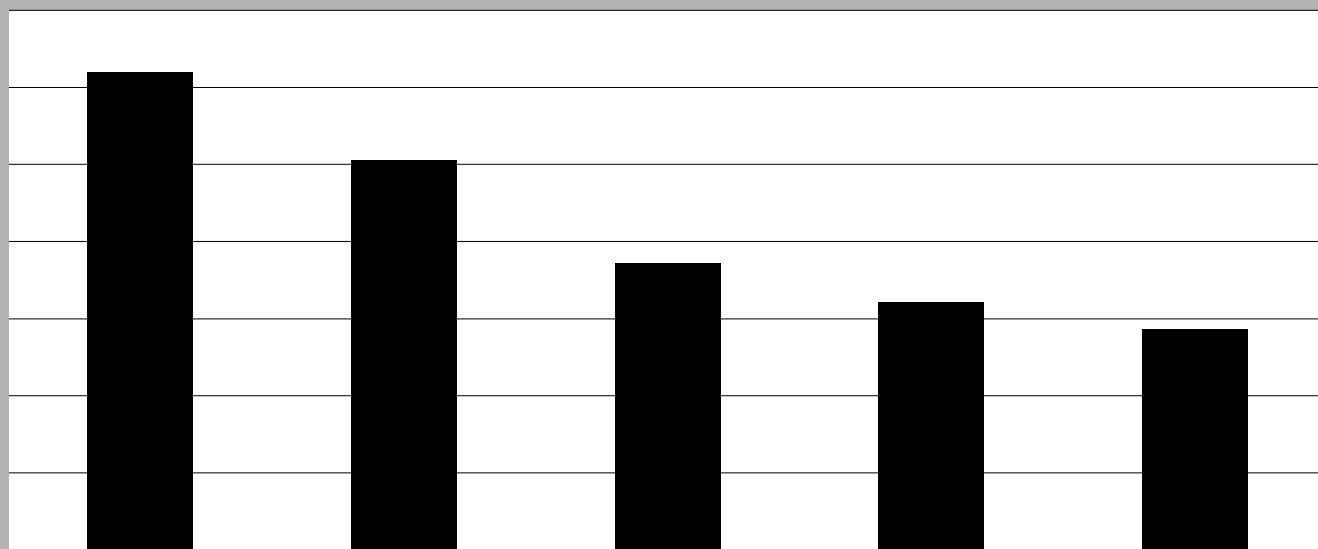
Il est illusoire de croire qu'une réforme agraire puisse se faire dans le système actuel. C'est une réforme intimement liée à la décolonisation. La réforme agraire est indispensable pour faire une autre agriculture mais elle aussi nécessaire dans l'intérêt d'un état martiniquais indépendant qui trouvera alors en face d'elle la puissance béké. Il faut que les békés n'ait plus cette main mise sur nos terre qui leur permet de TOUT contrôler dans tous les secteurs, bien sûr avec l'aide de l'état colonial.

Un autre politique agricole suppose non seulement une réforme agraire mais aussi un état martiniquais qui protège et oriente suivant les intérêts du peuple martiniquais.

Seul un état souverain peut par exemple créer les conditions pour le développement d'une agriculture

véritablement martiniquaise : amélioration des hangars, semences, aides économiques, irrigation rationnelle.

**Pour une agriculture saine respectueuse de notre environnement, il faut une REFORME AGRAIRE !
Pour une réforme agraire, il faut l'INDEPENDANCE**



(Origine SAFER)

RAFISTOLER UN SYSTEME COLONIAL DECADENT OU CHANGER DE SOCIETE ?

Les clameurs électorales du 7 décembre, des 21 et 28 mars 2004 se sont tues... jusqu'à la prochaine élection - mystification ! C'est bien, en effet, de mystification dont il s'est agi à chaque fois.

Le 7 décembre le pouvoir colonial avec la complicité active de « nos » politiciens locaux s'est livré à une manœuvre de grande envergure en faisant croire aux martiniquais qu'ils décidaient de leur avenir alors qu'en réalité il ne proposait que de mettre dans un même sac deux assemblées croupions dépourvues de tout pouvoir réel susceptible de transformer la société coloniale avec tout son cortège de catastrophes bien connus de tous. On comprend que dans ces conditions le résultat de cette consultation bidon (« oui » ou bien « non ») n'a strictement aucune incidence quant à notre situation de pays colonisé.

Nouvelle mystification des 21 et 28 mars quand il s'est agi pour « notre classe politique » de rivaliser d'ardeurs pour convaincre un électorat (qui majoritairement ne lui fait aucune confiance) qu'elle était à même de bien gérer, les assemblées « locales ».

Pure mystification, ce positionnement qui consiste à tromper les martiniquais en leur faisant croire que les compétences dérisoires du Conseil Général et du Conseil Régional permettront de porter des solutions aux problèmes cruciaux auxquels se trouve confronté notre pays.

**DES MAJORITES ABSOLUES
MAIS POUR QUOI FAIRE ?**

Au Conseil Général la gauche traditionnelle se retrouve avec une majorité absolue, il en va de même pour le MIM au Conseil Régional. Des majorités absolues mais pour quoi faire sinon que pour gérer les compétences définies par le pouvoir français ? Ces compétences mineures marquent les limites de l'incapacité de « nos » élus ne peuvent faire que « du sur place » et à nous redonner les mêmes rengaines à chaque élection

Que l'on se souvienne des fortes promesses d'il y a 6 ans du Président de la Région. Ne prétendait-il pas « dézankayé » la Martinique ? Qu'en est-il six ans après ? Non seulement on n'a vu aucun « dézankayaj » se produire mais nous sommes davantage « ankayé ».

Le chômage loin de diminuer n'a cessé d'augmenter. L'assistanat s'est encore étendu.

L'agriculture est demeurée une agriculture coloniale. Notre dépendance alimentaire n'a connu aucune atténuation. Les massacres perpétrés sur notre environnement naturel se sont poursuivis. La délinquance continue sa progression. La colonisation de peuplement (avec l'arrivée massive d'européens) s'est accentuée

Et cerise sur le gâteau le pouvoir français clame haut et fort que nous sommes verrouillés davantage encore à la France et à l'Europe. Où

est donc le « dézankayaj » ?

Au lieu de conduire notre peuple dans des voies de garage (genre assemblée unique) qu'ils reconnaissent que l'enlisement actuel de notre pays est la résultante de la domination exercée par la France et par l'Europe.

Qu'ils admettent enfin que tant que nous resterons dominés, tant que nous resterons colonie de la France aucun de ces problèmes ne connaîtra de solution.

Qu'ils cessent d'escamoter le vrai débat, celui de la nécessité impérieuse que notre peuple prenne en main son destin et décide de décider et non de subir.

Qu'ils cessent de pantoufler dans ces lieux de gestion (et non de pouvoir) que sont la Région et le Département.

Qu'ils cessent de panser les bobos sans s'attaquer à la racine du mal comme ils le font aujourd'hui pour la banane ou l'ananas en pleurnichant avec les békés, en quémandant des « aides » au lieu de poser le problème de l'édification d'une économie martiniquaise, d'une agriculture martiniquaise, d'une industrie agro alimentaire martiniquaise, d'une véritable politique de développement économique, d'un épanouissement de l'être martiniquais.

Trop difficile pour eux, même à imaginer. Changer de positionnement consisterait en effet à appeler à un changement total de société, à s'attaquer à la puissance et à l'arrogance de l'état français et des békés.

Trop difficile... trop de remise en

cause de leur petit confort...

Alors ils préférèrent y renoncer et se perdre dans la gestion des institutions coloniales, alimenter des querelles politiciennes sur « l'approfondissement de la décentralisation »

PRENONS EN MAINS NOS
DESTINEES

Puisqu'ils ne cessent de nous embourber dans le marais colonial, prenons en main nos destinées en intensifiant les luttes multiformes contre la domination du pouvoir colonial français pour la conquête de notre souveraineté et l'indépendance de notre pays.

Couler du béton, distribuer des subventions, répartir l'assistanat, présenter de « bons » bilans de gestion ne sauraient tenir lieu de politique quand le marasme s'étend et quand le pays coule sous le poids des pesanteurs coloniales. Le PKLS rappelle que rien de constructif ne pourra se réaliser sans une rupture avec le système de domination coloniale

Ce dont notre peuple a besoin pour sortir le pays de la situation catastrophique dans laquelle il se trouve c'est du Pouvoir. Du pouvoir de décider en toute souveraineté dans le cadre d'un état martiniquais d'une politique de développement conforme à ses intérêts fondamentaux et qui répond aux aspirations des masses populaires et de la jeunesse.

C'est pourquoi le PKLS invite les travailleurs, les jeunes de notre pays à se mobiliser pour imposer la reconnaissance du droit de notre peuple à l'autodétermination, pour l'indépendance de notre pays, pour la construction d'une nouvelle Martinique débarrassée des oripeaux du colonialisme et mettant en avant toutes ses potentialités matérielles et humaines, ouverte sur la caraïbe et le monde, prête à relever les défis de notre temps.

C'est ce combat que nous gagnerons tous ensemble.

ANSANM, ANSANM NOU KE PRAN YO !
ki yo lé, ki yo pa lé MATINIK ké libéré
WOULO BA LENDEPANDANS

1804 - 2004

AYITI

200 lanné konba

Lonè ek Rèspé

Matinik - Ayiti : Solidarité



PATRIYOT

Directeur de la publication :
J. P. ETILE
Dépôt légal : mai-juin 2004
P.K.L.S. - BP 1036
Fort-de-France CEDEX
Imprimerie FLAP

Le PKLS sur Internet

<http://site.voila.fr/pkls/>

Pour nous écrire

pkls@caramail.com

METTRE EN ECHEC CEUX QUI SE CROIENT LES MAITRES DU MONDE

Ce XXI^e siècle a débuté sous le bruit des bottes de l'impérialisme tout puissant, menaçant tous ceux qui prétendaient bouger pour revendiquer quelque droit que ce soit face à la machine infernale de l'ultralibéralisme, qui, au nom du sacro saint profit, écrase tout, usant pour cela de sa force militaire, de tous moyens illégaux ou immoraux. Pour les puissants qui dominent le monde, peu importe l'augmentation du chômage, l'accroissement de la misère, l'amplification des fléaux qui font de plus en plus de malades et tuent chaque jour davantage, l'intensification de la pollution qui prend des proportions alarmantes.

Dans leur croisade, les USA, avec les faucons au pouvoir, se montrent plus arrogants, plus méprisants, plus inhumains que jamais. En tant que chef de file de l'impérialisme, ils se considèrent comme les maîtres du monde, ils se croient autorisés à imposer à tous les peuples leur volonté par l'argent, la corruption, les menaces et agressions, rien ni personne ne doit résister à leur folie dominatrice et meurtrière.

La guerre d'Irak significative de cette politique, est riche d'enseignements.

Les USA, dès la préparation de leur agression contre le peuple Irakien avaient déjà perdu politiquement ; après leur installation dans le pays où il était plus qu'évident que toutes les raisons avancées pour mener leur opération n'étaient que prétextes, mensonges organisés bien à propos, ils ont perdu moralement ; les courageuses actions de résistance menées par les irakiens qui infligent de lourdes pertes à l'armée d'occupation, la plus puissante du monde, signifient que les USA ont perdu militairement.

La leçon que nous pouvons tirer est, qu'aujourd'hui comme hier, les peuples refusent la domination coloniale sous quelque forme que ce soit, et que personne ne peut se prévaloir du droit de décider, de déterminer le destin d'un peuple à sa place. Tant qu'une nation est dominée, occupée, la seule issue pour le peuple est la lutte légitime par

tous les moyens pour la libérer.

En ce sens, ce qui est certain c'est qu'en Irak, comme en Palestine, en Afghanistan ou en Haïti, les mises en œuvre de moyens les plus sophistiqués ne permettront pas aux fascistes, colonialistes et racistes des USA ou d'Israël, malgré l'usage de méthodes nazis, d'obtenir la reddition, la docilité de ces peuples. Les organes gouvernementaux à leur service qu'ils installent sont voués à l'échec car ils ne pour-

Toute notre action est un cri de guerre contre l'impérialisme et un appel vibrant à l'unité des peuples contre le grand ennemi du genre humain: les Etats-Unis d'Amérique du Nord. (Che)

ront rien gouverner, ces collabos de ceux qui ne respectent aucun droit humain, auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité seront vomis par leur peuple.

Dans les grands médias, jour après jour, une campagne insidieuse contre les peuples, contre les victimes de telles politiques est entretenue savamment, pour valoriser les agissements des impérialistes, colonialistes, sionistes présentés comme détenteurs dont on ne sait quelle autorité, quel label en matière de démocratie, de droits de l'homme. Il est quand même honteux de voir combien de journalistes se font complices de manière active ou passive de telles pratiques, sans que jamais leur conscience ne soit interpellée.

Les patriotes, les révolutionnaires, les communistes, se doivent de dénoncer ces politiques et ces pratiques qui sont les mêmes que celles des nazis pendant la guerre 39-45.

La politique sioniste de l'Etat juif d'Israël (répression multiforme contre toute une population, persécutions, emprisonnement, assassinats planifiés d'enfants, de femmes, de vieillards, d'handicapés) est une honte pour l'humanité et ceux qui se taisent sont à l'identique des collabos du régime d'Hitler.

La guerre conduite en Irak est une insulte à l'ensemble de la communauté des peuples qui a crié haut et fort son opposition à cette guerre quand de manière ouverte ou sournoise les dirigeants des grandes puissances ont pris parti aux côtés des USA sous le prétexte d'une défense contre le terrorisme.

L'intervention et l'occupation d'Haïti par les forces armées étrangères en ce bicentenaire de la révolution victorieuse des esclaves et la conquête de l'indépendance sont un outrage à la mémoire des glorieux combattants morts pour la liberté des nègres, pour l'abolition de l'esclavage.

La vision du monde aujourd'hui peut paraître triste pour les travailleurs, les masses populaires, les jeunes, mais la seule certitude c'est que face à l'ennemi commun des peuples qui sous ses divers visages où qu'il soit est toujours le capitalisme exploiteur, le colonialisme oppresseur, le fascisme despotique, le sionisme raciste, il n'y a que la lutte qui porte en elle une espérance pour des lendemains qui ne soient pas le prolongement, voire l'aggravation de tous ces maux.

Nous au PKLS selon une ligne claire définie de manière manifeste, nous considérons de notre devoir d'exprimer notre solidarité avec tous les peuples du monde en lutte pour la défense de leurs droits élémentaires inaliénables et imprescriptibles.

Face à l'internationalisation du capital uni dans sa croisade ultralibérale contre les travailleurs et les peuples, il est nécessaire que partout dans le monde, dans tous les pays, les forces populaires agissent de manière unitaire pour faire reculer ceux qui se croient maîtres du monde et ouvrir une autre ère pour tous les habitants de notre planète. Notre contribution à ce combat pour l'humanité, est de mener dans notre pays la lutte mettre fin au colonialisme, en intensifiant la lutte pour notre indépendance nationale.